



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
13 mars 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Commission des stupéfiants

#### Cinquante-cinquième session

Vienne, 12-16 mars 2012

### Projet de rapport

*Rapporteur:* Simona **Marin** (Roumanie)

#### Additif

### Tables rondes

1. Le 12 mars, la Commission a examiné le point 5 de l'ordre du jour, "Tables rondes", portant sur les thèmes suivants:

- a) Lutte contre les stupéfiants et principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis;
- b) Mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé.

2. La Commission était saisie d'une note du Secrétariat sur l'organisation des tables rondes des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions (E/CN.7/2011/8).

#### **Table ronde sur la lutte contre les stupéfiants et le principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis**

3. La Table ronde sur le thème "Lutte contre les stupéfiants et principe de responsabilité commune et partagée: perspectives et défis" était présidée par Khamkheuang Bounteum, Ambassadeur et Représentant permanent de la République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne.



4. La Présidente a résumé les points saillants de la table ronde comme suit:

a) Les États Membres ont réaffirmé que le problème mondial de la drogue demeurerait une responsabilité commune et partagée qui exigeait une coopération internationale efficace et accrue. Il était nécessaire d'adopter une approche équilibrée et globale de lutte contre ce problème au moyen d'une action nationale, régionale et multilatérale, tout en respectant les différences entre les politiques, idéologies et situations propres à chaque pays;

b) Les États Membres ont indiqué qu'ils devraient continuer d'évaluer l'exécution des engagements adoptés dans la Déclaration politique et le Plan d'action afin de relever efficacement les défis posés par le problème mondial de la drogue dans les années à venir, avec l'assistance indéfectible d'organismes internationaux compétents et en coopération avec la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, et le secteur privé;

c) Des participants ont souligné que l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime devrait continuer de faciliter la coopération internationale pour réduire la demande, l'offre et le trafic illicites de drogues et promouvoir des projets d'assistance technique visant à lutter plus efficacement contre le problème mondial de la drogue;

d) Des orateurs ont souligné l'absence de définition opérationnelle du principe de responsabilité commune et partagée et de définition de la portée de la responsabilité et des engagements de chaque pays dans la lutte contre les drogues illicites, et estimé qu'un examen plus approfondi était nécessaire pour clarifier le concept de responsabilité commune et partagée. Il a toutefois été admis que, au regard de ce principe, la distinction entre les pays producteurs, consommateurs et de transit était obsolète;

e) Étant donné que le principal objectif de la criminalité transnationale organisée était d'obtenir un gain économique, des mesures devaient être prises pour que la lutte contre les drogues illicites soit axée sur le contrôle du produit du crime, y compris sur les efforts visant à combattre le blanchiment d'argent. On a fait observer que les avoirs saisis pourraient être réinvestis dans des mesures de réduction de la demande de drogues illicites;

f) Des participants ont déclaré qu'il fallait prendre des mesures concrètes pour éliminer la culture du pavot à opium en Afghanistan, fixer des critères de développement alternatif, étudier d'autres moyens d'améliorer le développement alternatif dans cette région et dans d'autres régions et échanger des données d'expérience sur des modèles éprouvés de développement alternatif;

g) Des participants ont indiqué que l'Afrique était tout particulièrement visée par le trafic et la consommation de drogues illicites, ainsi que par d'autres menaces comme le terrorisme et le blanchiment d'argent. Les capacités des États africains étant insuffisantes pour s'attaquer au problème de la drogue, il importait que ces États reçoivent une assistance technique dans les domaines de la détection et de la répression, de la justice et de la réduction de la demande;

h) Les États Membres devraient améliorer l'échange d'informations et de pratiques optimales aux niveaux bilatéral, régional et international et renforcer les opérations conjointes et la coordination, s'agissant notamment des mesures

préventives, et ils devraient promouvoir un mode de détection et de répression fondé sur le renseignement;

i) Les États Membres ont souligné que la réduction de l'offre devait être prioritaire car la réduction de la demande ne réglerait pas à elle seule le problème de la drogue. Cependant, la prévention, l'intervention précoce, le traitement des toxicomanes ainsi que leur réadaptation et leur réinsertion constituaient une partie fondamentale des politiques contre les drogues;

j) La "route du Nord" et l'Afrique de l'Ouest représentaient de nouveaux défis, étant de plus en plus utilisées pour le trafic de drogues, en particulier l'héroïne et la cocaïne. Si les opiacés étaient considérés comme le principal problème, il a également été dit que le problème que posaient les drogues de synthèse et les "euphorisants légaux" s'aggravait.

**Table ronde sur les mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé**

5. La table ronde sur le thème "Mesures visant à empêcher le détournement de substances fréquemment utilisées dans la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes depuis les circuits de distribution nationaux, notamment par le renforcement des partenariats avec le secteur privé" était présidée par Igor Voblikov, Conseiller de l'Ambassade de la Fédération de Russie et Représentant officiel du Service fédéral du contrôle des drogues de la Fédération de Russie en Autriche.

6. La Présidente a résumé les points saillants de la table ronde comme suit:

a) Des participants ont souligné que la vigilance restait une priorité des États Membres pour prévenir le détournement de précurseurs chimiques aux fins de la fabrication d'héroïne, de cocaïne et de stimulants de type amphétamine;

b) Le détournement d'anhydride acétique aux fins de la fabrication d'héroïne en Afghanistan demeurait très préoccupant et les efforts de coopération régionale pour intercepter ce précurseur et prévenir son introduction dans le pays étaient encouragés;

c) On s'est inquiété de l'augmentation mondiale de la fabrication de stimulants de type amphétamine. Les efforts de coopération internationale, à travers les projets "Prism" et "Cohesion" coordonnés par l'Organe international de contrôle des stupéfiants, avaient été fructueux, de même que les initiatives régionales dans le cadre desquelles les États Membres coopéraient pour prévenir le détournement de précurseurs chimiques, comme les opérations "Canal" et "Communication, compétence et formation régionales en matière de lutte contre le trafic" (Tarcet);

d) Le système électronique de notifications préalables à l'exportation (Système PEN Online), qui était géré par l'OICS, était considéré comme un outil efficace pour prévenir et déceler les tentatives de détournement de précurseurs chimiques et les États Membres étaient encouragés à en faire usage;

e) Les États Membres ont été appelés à réexaminer leur législation sur le contrôle des produits chimiques afin de pouvoir être à même de prévenir efficacement les détournements. On a estimé que la diversité des législations

appliquées d'un État à l'autre et des contrôles exercés sur certains produits chimiques entravait parfois les mesure d'application;

f) Les Gouvernements ont été encouragés à réaliser une évaluation précise de leurs besoins nationaux en produits chimiques et préparations pharmaceutiques licites pour mieux déceler les tentatives de détournement;

g) La surveillance internationale des 23 précurseurs chimiques placés sous contrôle avait permis de constater une augmentation de l'utilisation de substances de substitution pour produire des drogues illicites. Les gouvernements ont donc été invités à mettre en place des systèmes de surveillance de l'industrie chimique licite, tels que l'octroi de licences à la filière des substances placées sous contrôle;

h) Il a été dit qu'un certain nombre d'États Membres avaient besoin d'un appui international car l'insuffisance de ressources les empêchait de surveiller efficacement les précurseurs chimiques et d'agir contre les tentatives de détournement;

i) Les participants sont convenus que le secteur privé était un partenaire clef dans l'application de contrôles efficaces des précurseurs chimiques et qu'il devrait être associé aux stratégies nationales de lutte contre les détournements. Les États Membres ont été invités à appuyer la collaboration au niveau national entre les acteurs des secteurs public et privé qui avaient un rôle légitime dans l'industrie chimique et pharmaceutique.

---